

Compte rendu

Ouvrage recensé :

Marcel TRUDEL, *Mythes et réalités dans l'histoire du Québec, tome III*, Montréal, Hurtubise HMH, 2006, 208 p. (Cahiers du Québec.)

par Patrice Groulx

Recherches sociographiques, vol. 48, n° 3, 2007, p. 218-220.

Pour citer ce compte rendu, utiliser l'adresse suivante :

URI: <http://id.erudit.org/iderudit/018027ar>

DOI: 10.7202/018027ar

Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : info@erudit.org

l'intérêt, pour les minoritaires, d'apprendre plusieurs *lingua franca* afin de chercher à se rendre indispensables sur les plaques tournantes des réseaux de communication. Enfin, dans le dernier chapitre du livre, l'auteur utilise les métaphores de la langue gauchère et de la langue droitrière afin de symboliser les différences de pouvoir entre les minorités et les majorités linguistiques notamment au plan de la construction du soi. Les minoritaires n'ont pas du tout le même rapport à la langue que les majoritaires.

En conclusion, Laponce rappelle qu'il faut prendre au sérieux l'effet Babel car la tendance est à l'élimination des langues plus qu'à leur invention. Par contre, il conclut sur une note optimiste en soulignant que l'unilinguisme babélien n'est plus envisageable, et ce, malgré la force de l'anglais car trop de langues s'opposent entre elles. *Loi de Babel*, comme l'a souhaité son auteur, constitue une excellente introduction à l'étude des rapports entre la langue et la politique. Une idée traverse l'ensemble du livre : les langues doivent être concentrées territorialement pour survivre. La force de l'ouvrage est qu'il comprend aussi une démarche comparative et statistique qui lui permet de faire des rapprochements entre les pays ou encore de les opposer et de citer un nombre important d'études et de les commenter. L'auteur avoue sa préférence pour les politiques territoriales comme en Belgique, en Suisse ou encore au Québec. Par contre, il reconnaît, comme dans le cas de la Catalogne, qu'une politique qui combine des éléments de territorialité et de bilinguisme peut aussi être raisonnable en raison de la forte présence des locuteurs de castillan. En somme, l'approche de Laponce sert à reconnaître qu'il serait vain de constamment lutter contre la territorialisation des langues mais, bien au contraire, qu'il faut partir d'un tel principe et l'utiliser de façon efficace afin de protéger les langues menacées et favoriser la collaboration entre les langues. Une bonne politique linguistique, en conséquence, devra tenir compte de ce phénomène incontournable et toujours viser le plus possible à renforcer la concentration des langues sur leur territoire. Il est également clair pour Laponce qu'un État qui se fait le champion des langues contribuera davantage à leur espérance de vie que celui qui prônera le libre marché linguistique. Bref, *Loi de Babel* est un ouvrage terriblement d'actualité.

Linda CARDINAL

*Institut d'études politiques,
Université d'Ottawa.*

Marcel TRUDEL, *Mythes et réalités dans l'histoire du Québec, tome III*, Montréal, Hurtubise HMH, 2006, 208 p. (Cahiers du Québec.)

À elle seule, la publication de ce livre est une belle leçon de persévérance. Continuer de livrer, à l'âge de 90 ans, des écrits instructifs et, parfois, franchement divertissants, c'est bien servir ses lecteurs. Marcel Trudel est un de ces historiens d'exception qui, comme Benjamin Sulte ou Lionel Groulx à une autre époque, profitaient de la retraite institutionnelle pour continuer de diffuser leur savoir. Comme avec les deux tomes précédents de *Mythes et réalités...*, le public visé par Trudel est celui des amateurs d'histoire. En effet, les spécialistes et les étudiants universitaires ne trouveront ici aucune interprétation neuve, et très peu de

références pour leurs recherches. Tels qu'ils prennent forme dans ce livre, les « mythes » du titre correspondent d'ailleurs à la définition banale du terme (une vision déformée ou légendaire de l'histoire) et non à un concept de philosophie, d'anthropologie ou de narratologie.

L'ouvrage comprend treize chapitres que je classerai sommairement en deux catégories. Un premier groupe comprend huit textes plutôt descriptifs. Les morceaux les plus substantiels traitent du Régime français et de la transition au Régime anglais, périodes dont Marcel Trudel a fait sa spécialité. Avec « Nulle terre sans seigneur », l'auteur explique les principaux rouages du système seigneurial. Dans « La livre française, la livre anglaise et la monnaie de carte », il brosse à grands traits le système monétaire colonial. Le texte intitulé « La première expérience de bilinguisme » porte sur « la rencontre de la langue française et des langues amérindiennes ». Dans « Ce Québec aux frontières mouvantes », Trudel montre que les limites territoriales de la province, fixées pour la première fois par la couronne anglaise en 1763, n'ont cessé de se transformer jusqu'en 1927. Quelques écrits plus légers, relevant davantage du journalisme rétrospectif que de l'histoire, traitent d'alimentation (« Dans l'assiette de 1749 »), de comparaisons culturelles entre Autochtones et colons français (« Le petit jeu des divergences ») ou de l'arrivée de la vapeur dans les transports au Bas-Canada (« De quoi s'émerveiller en ce début du XIX^e siècle »). Trudel conclut son livre avec un texte combinant l'ironie et la nostalgie sur les outils manuels de l'historien (« Une carrière d'écriture : de l'ardoise à l'ordinateur »).

Dans cinq écrits plus polémiques, Marcel Trudel rappelle la nécessité de désidéologiser l'histoire, une position qu'il a constamment défendue durant sa carrière. Au Québec, cela devrait se traduire par la critique des effets du « nationalisme extrémiste » (p. 21) qui grèverait notamment les manuels scolaires (« Toujours les deux solitudes ») et empêcherait d'admettre la lucidité d'un célèbre gouverneur sur la pauvreté culturelle des Bas-Canadiens (« "Un peuple sans histoire et sans littérature". Pourquoi Durham avait raison »). Elle permettrait de déceler un esprit voltairien presque frauduleusement dissimulé dans l'œuvre de François-Xavier Garneau (« À la mode de Voltaire : notre "historien national" Garneau »). Elle impliquerait symétriquement le rejet de certaines prétentions des Autochtones sur le territoire québécois (« L'histoire falsifiée : les revendications des Mohawks »). Pourtant, les démonstrations de Trudel ne sont pas moins grevées par l'idéologie. Par exemple, dans « Dollard des Ormeaux et le combat du Long [sic] : entre épopée religieuse et histoire », il reproduit à son propre insu une des articulations centrales du mythe qu'il dénonce. Lorsqu'il décrit la bataille du Long-Sault survenue en 1660, il omet l'initiative des 40 Hurons de Québec en compagnie desquels se trouvaient Dollard et ses 16 compagnons. Les sources sur lesquelles il s'appuie sont pourtant très explicites à ce sujet. Trudel penche ensuite pour l'interprétation voulant que la trahison des Hurons ait provoqué la défaite de Dollard (p. 143), une idée imposée par le sulpicien Dollier de Casson dès 1673 et qui a été, elle aussi, un des fondements du mythe. Au fond, Trudel se sert de Dollard pour en découdre avec la pensée de l'abbé Groulx, pour qui le héros incarnait l'esprit du sacrifice national à inculquer aux jeunes. Il n'est pas le premier à user de ce procédé puisque l'ethnologue Marius Barbeau, le journaliste Lucien Parizeau et l'écrivain Jacques Ferron l'ont précédé dans cette voie au cours des années 1940 et 1950.

Ce livre fait écho à une vie d'étude qui a contesté le tableau idyllique de la Nouvelle-France brossé par le courant clérical et le catastrophisme associé à la Conquête par les néo-nationalistes. Marcel Trudel aura atteint son objectif s'il a voulu rappeler que les idéologies, ou simplement la distance, déforment notre perception du passé.

Patrice GROULX

*Département d'histoire,
Université Laval.*

Fernand OUELLET, *L'Ontario français dans le Canada français avant 1911. Contribution à l'histoire sociale*, Sudbury, Prise de parole, 2005, 548 p.

Fernand Ouellet est sans contredit l'un des historiens les plus influents des cinquante dernières années. Avec cet ouvrage imposant, il prouve qu'il n'a rien perdu de l'iconoclasme qui, avec la rigueur et l'originalité de ses analyses, a fait sa réputation et alimenté des débats historiographiques passionnants. *L'Ontario français dans le Canada français avant 1911* représente, pour emprunter au préfacier Yves Frenette, la « somme de sa "carrière franco-ontarienne" » amorcée il y a vingt ans et apporte une contribution majeure à l'historiographie de l'Ontario français. En effet, les chercheurs ont été peu nombreux jusqu'ici à s'intéresser à l'histoire de l'Ontario français en exploitant les méthodes d'analyse quantitative et comparative et en mettant en relation des variables comme la langue, la religion, l'ethnicité, le statut socioéconomique, le taux d'alphabétisation ou la fréquentation scolaire. À partir d'une analyse des recensements publiés et nominatifs du Canada, Ouellet brosse, avec la patience et la minutie qu'on lui connaît, un portrait de l'Ontario français au XIX^e siècle dont le but est d'en démontrer la complexité sociodémographique. Fidèle à lui-même, Ouellet écorche au passage l'« historiographie traditionnelle » dont il tente de déconstruire quelques-uns des mythes.

L'ouvrage comporte huit chapitres regroupés en deux grandes parties. La première pose un regard comparatif sur les diverses communautés canadiennes-françaises du pays au XIX^e siècle (le Québec, l'Ontario français et l'Acadie, pour l'essentiel) en analysant leur composition démographique, leur participation à l'industrie agricole, leur rapport à la ville, leur taux d'urbanisation, de fréquentation scolaire, d'alphabétisation, etc. La seconde regroupe trois chapitres qui sont autant de clichés, à un moment donné, de trois régions franco-ontariennes : l'Est (Hawkesbury, Alfred et Prescott), le Sud (Malden et Sandwich) et Ottawa.

Les conclusions de l'historien sont nombreuses et ne se prêtent pas facilement à l'exercice du résumé et de la synthèse. Pour l'essentiel, Ouellet démontre que la réalité sociale, démographique et économique des Canadiens français (y compris les Acadiens) au XIX^e siècle est plurielle et défie les interprétations faciles. Le tout premier chapitre est d'ailleurs entièrement consacré à une critique en règle des historiens « traditionnels » qui, pour des raisons purement idéologiques, auraient réduit l'expérience historique des Canadiens français à une lutte contre la modernité